

*Subsides*

**M. Wise:** Le douzième domaine est celui de la politique laitière. Toutes sortes de bruits courent sur l'avenir de la politique laitière nationale. Je serais le premier à déclarer publiquement que cette politique a donné d'excellents résultats tant pour les consommateurs que pour les producteurs au cours des dix dernières années. Je tiens à faire savoir bien clairement que nous tenons absolument au maintien de cette politique laitière. Nous en avons élargi l'application en insistant particulièrement sur les exportations. Étant donné les rumeurs qui courent dans le pays—et je sais que les producteurs et les organismes qui les représentent ont des communications avec les députés de tous les partis et de toutes les régions du pays—le ministre peut-il donner l'assurance que la politique laitière nationale continuera effectivement à bénéficier du même niveau de soutien à l'avenir?

Je sais que le temps qui me reste se fait bien court, monsieur le président. Je n'ai fait qu'effleurer quelques-uns des problèmes qui assaillent l'industrie agricole. Mes collègues les aborderont plus en détail au cours des prochains jours et en aborderont d'autres également.

Le plus triste et le plus décevant de tout cela, c'est que le ministre et le gouvernement actuels admettent souvent l'existence de ces problèmes. Ils ne les nient pas; ils les admettent ouvertement. D'habitude, le gouvernement met au point un certain plan d'action ou fait part à l'industrie de son vif intérêt, ce qui suscite de faux espoirs. Malheureusement, il arrive trop souvent que rien ne se fait jamais. Le ministre a dit dans ses remarques préliminaires qu'il apprécierait pouvoir traiter de ces questions.

Si l'on fait le compte des promesses qui ont été faites au regard de celles qui ont été tenues, que ce soit par le ministre ou par le gouvernement, on arrive à un total plutôt désespérant. J'ai le regret de dire que le ministre qui représente le plus important secteur de notre société et qui est appuyé par la meilleure équipe de collaborateurs qui soit—en fait, je dirais que la compétence des fonctionnaires d'Agriculture Canada est supérieure à celle des fonctionnaires œuvrant dans tous les autres secteurs de la Fonction publique; je parle d'expérience et je n'ai aucune objection à ce que cela figure au compte rendu—ne réussit très bien qu'une seule chose: échouer. Cela me déçoit beaucoup.

C'est l'opposition officielle qui se préoccupe vivement du secteur de l'agriculture et de l'industrie agro-alimentaire. Nous n'avons eu aucune peine à convaincre les membres de notre caucus à réserver deux jours à la Chambre des communes pour discuter de ces problèmes et tenter d'y trouver des solutions.

**Une voix:** Bravo!

**M. Whelan:** Monsieur le président, je viens tout juste de sortir de la conférence sur les perspectives de l'agriculture canadienne et l'atmosphère y était un tant soit peu différente. Je n'ai jamais assisté à une rencontre aussi positive ni rencontré un groupe de porte-parole des agriculteurs de tout le Canada, d'un océan à l'autre, aussi satisfaits de la situation. Ce fut la rencontre la plus productive et la plus positive à laquelle ils aient jamais assisté. Ils entrevoient le bilan de cette année et celui des années à venir avec optimisme. Le député qui a été ministre de l'Agriculture dans le gouvernement précédent a parlé de recherche. Nous n'avons pas laissé tomber

du tout la recherche et elle se poursuit de façon satisfaisante. J'aimerais bien pouvoir dire la même chose de tous les autres services du ministère. On nous a accusés de dépenser trop d'argent.

Puisqu'il parle des taux d'intérêt élevés, examinons donc les faits tels qu'ils se présentent. Il a prétendu que nous n'avions rien fait du tout et que nous n'avions réussi qu'à accumuler des échecs. Dans sa propre localité, je parie qu'il compte des voisins qui bénéficient de prêts sans intérêts ainsi que de prêts consentis à l'avance sur des récoltes engrangées.

**Le président:** Je regrette de devoir interrompre le ministre. Il peut continuer s'il y a consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

[Français]

**Le président:** Il n'y a pas consentement unanime. Je dois interrompre le ministre.

**M. Ostiguy:** Monsieur le président, je voudrais très brièvement à mon tour faire un bref exposé sur l'agriculture canadienne de la décennie 1980. On sait que d'aucuns reconnaîtront l'importance de l'agriculture dans l'économie canadienne en termes de revenus, de création d'emplois et de valeur commerciale tant pour le commerce intérieur que dans nos transactions avec l'étranger. En fait, les effets d'entraînement du secteur primaire de la production agricole sur l'ensemble de notre économie sont si vastes qu'il est presque impossible de les circonscrire et de les énumérer les uns après les autres. J'aimerais toutefois analyser un peu cet impact de l'agriculture sur notre économie en faisant au cours de cette brève présentation un tour d'horizon de la situation et en tentant d'anticiper un peu sur ce que nous réserve l'avenir au cours de cette prochaine décennie.

Autrefois l'agriculture était plutôt considérée comme un mode de vie. Avant la Seconde Guerre mondiale plus du tiers de la population canadienne vivait en milieu rural. On y pratiquait alors une agriculture de subsistance très diversifiée et qui visait d'abord et avant tout à répondre aux besoins de la famille rurale, et en second lieu à satisfaire aux besoins d'un marché local et d'un marché régional. Les secteurs de la transformation reliés au domaine agro-alimentaire étaient plutôt des secteurs primaires. Ils se composaient de petites entreprises qui comptaient sur les ressources du milieu et produisaient uniquement pour la région. Leurs activités se limitaient à une première transformation des denrées essentielles de base, d'abord la farine, le beurre et le pain. Chaque localité avait sa beurrerie, sa meunerie, sa boulangerie, sa petite épicerie du coin. Le laitier était également un producteur de la place. Aujourd'hui, monsieur le président, la réalité est bien différente. L'agriculture est devenue depuis une industrie spécialisée qui constitue le premier maillon de la chaîne agro-alimentaire. Elle répond à des besoins précis d'une société qui a également énormément évolué depuis une quarantaine d'années.

● (1600)

Les agriculteurs représentent aujourd'hui moins de 5 p. 100 de la population canadienne. La mécanisation a toutefois plus que compensé la baisse de la population agricole et rurale.